

Optimisation des moyens, rationalisation du système, recentrage, repositionnement... ou comment masquer les réalités d'une politique budgétaire catastrophique avec un vocabulaire «maitrisé» !!!

Notre Recteur, économiste de formation, a utilisé largement ces mots [dans le dossier de presse sur «Les moyens d'enseignement pour la rentrée scolaire 2011»](#) mis en ligne le jour du CTPA. Ce sont d'ailleurs bien ces termes issus du vocabulaire de l'économie que l'on retrouve dans les propositions de ce lundi 17 janvier.

Ainsi, dans le primaire

Le Recteur identifie trois «priorités» où vont s'exercer les suppressions de postes (*en italique, texte issu du dossier de presse du Recteur*):

On aura à la rentrée 2011-2012 pour toute l'académie les réductions suivantes : (...)

- Environ 40 postes liés à une analyse sur la taille minimale des classes, qui est encore en dessous du niveau national.
- 12 postes liés à la rationalisation du système de remplacement dans l'enseignement primaire (843 postes actuels affectés au remplacement au 01/10/2010).
- 15 postes liés à la rationalisation dans les prises en compte des enfants de moins de 3 ans (...)
- 37 postes sur les appellations dites Rased. Nous recentrons les postes à profil sur les établissements les plus exposés. L'extension de l'expérimentation Collègues, Lycées ambition innovation réussite aux écoles ...

Qu'est-ce-que cela signifie ?

Évidemment la confirmation et l'accentuation de l'arrêt de l'accueil des 2 ans à la maternelle, voire de tous ceux qui n'auront pas 3 ans en septembre, des problèmes de remplacement encore accrus et la fin des Rased.

Ce n'est pas fini ! Plus loin, toujours sur le 1er degré on peut lire:

Une dispersion des structures scolaires peu appropriée à la réussite éducative ...

La Picardie souffre d'un isolement de nombreuses et très petites structures scolaires sur son territoire. Cela entraîne de nombreux surcoûts et un isolement de nombreux enfants qui auront de ce fait beaucoup moins de chance que d'autres de réussir leur parcours scolaire.

... et un faible nombre de classes par école, peu favorable à la réussite scolaire

La structure du réseau des écoles en Picardie montre une dispersion extrêmement forte. Ainsi plus de 53% des écoles ont de 1 à 3 classes dans la région contre un taux de 39% en France soit 14 points d'écart. L'écart le plus important est celui de la Somme (56% de sa structure) puis de l'Aisne (52%). De même plus de 19% des écoles ont une seule classe en Picardie contre 10 % en moyenne en France.

Cette sur-représentation des petites structures et à l'inverse la sous représentation des grandes structures (10% des écoles à plus de 8 classes contre plus de 18,5% en France), est l'un des facteurs clé du retard dans la réussite scolaire au primaire.

Traduction:

La Somme et l'Aisne, toutes deux plus rurales, n'ont qu'à bien se tenir ! La remise en question de leurs réseaux de petites écoles aux classes censées être moins bien remplies est à l'ordre du jour.

Ainsi on sait que, dans la Somme, l'IA a pris contact avec les élus des collectivités territoriales concernées pour discuter de fusion (on l'a appris dans le journal !!!).

Prétendre que, parce que les élèves sont scolarisés dans de petites écoles, alors ils sont moins bien formés

est une explication simpliste qui ne tient pas compte des facteurs complexes qui interviennent dans la réussite scolaire.

En 2010 en CTP départemental, le Sgen-CFDT lui avait demandé de solliciter l'avis des collègues concernés avant l'annonce du regroupement ou de la fusion, ce qu'il avait accepté. On n'a rien vu: a-t-il reçu des consignes ? Qu'en est-il dans l'ensemble de l'Académie ?

Le Sgen-CFDT est intervenu au CTPA pour demander au Recteur de mettre en œuvre un grand débat sur la nécessité/ou non de regrouper les petites écoles avant qu'on ferme ici ou là. [Débat qui devrait réunir outre les professionnels que nous sommes, les collectivités territoriales (Conseil Général qui aide à la construction des locaux, qui assure les transports; Mairies), les parents d'élèves et la représentation nationale]. Il s'est retrouvé d'accord avec notre proposition mais ... pas maintenant, il y a des élections cette année!

Comme il y en a quasiment toutes les années; on peut attendre.

Rappel des chiffres pour le 1er degré:

- suppressions de 50 postes de PE dans l'Aisne, 11 dans l'Oise et 51 dans la Somme,
- suppressions de 37 postes «intervenant langues»: Aisne 6, Oise 5 et Somme 4,
- ces derniers postes ne sont en rien des postes «fléchés langue» occupés par des PE, voire pris en charge par des personnels 2nd degré (le Sgen a posé la question du Recteur).

Vote sur la partie 1er Degré: Pour: 10 (l'administration), Contre: 9 (1 FSU absent)

Dans le 2nd degré

Les mots «optimisation», «rationalisation», etc... sont aussi d'actualité. Voici un extrait tiré du même document:

Cette évolution résulte de la prise en considération des 3 éléments suivants :

- (...)
- *La rationalisation de l'offre de formation liée à l'importance des places vacantes dans les formations, notamment professionnelles et post-bac.*
- *L'uniformisation des enseignements des tronc communs en lycées et en lycées professionnels liée à la rénovation de la voie professionnelle et à la réforme du lycée.*

(...)

Pour les collèges seuls 10 postes sont rationalisés avec un effort porté sur la Somme (10 postes supprimés).

(...)

Bien que la région n'ait pas souhaité réaliser une concertation finale sur les propositions avancées par le rectorat, on peut indiquer que les efforts porteront sur la fermeture de toutes petites structures d'enseignement qui en général accueillent moins de 15 élèves.

Ce que ça veut dire:

Des fermetures de sections à effectifs « faibles » dans les lycées professionnels et la « mise en place d'une nouvelle carte régionale des formations avec des filières fortes sur des pôles bien identifiés» . C'est par exemple, la fin des sections Sanitaire et Sociale aux LP de Rue et de Laon Julie Daubier. Le Sgen-CFDT est d'ailleurs aux côtés des collègues pour empêcher ces fermetures que la Région refuse elle aussi. Ainsi, pour le moment, il n'y a pas d'accord Région/Rectorat sur la redéfinition de la carte régionale des formations, ce qui est inquiétant et défavorable à une préparation sereine de la rentrée.

Toujours pour les LP, la suppression de 106,5 postes malgré une augmentation des effectifs (400 environ) résulte, non de la réforme de la Voie Professionnelle, mais de la décision du Recteur de traduire en postes un potentiel «abandon» d'un millier d'élèves en cours d'année. Renoncement ou cynisme, à vous de choisir comment on peut qualifier cette décision?

Pour le reste, c'est comme pour le 1er degré: augmentation des effectifs par classe notamment en collèges, fermeture de postes probables dans les RAR et bien sûr problèmes de remplacement.

Rappel des chiffres pour le 2nd Degré:

- suppressions de 85 postes en lycée, 10 dans les collèges de la Somme et 106,5 en LP,
- 3,5 postes (afin de créer 2,25 postes en FLS et 6 en ULIS après récupération des décharges stagiaires qui passent de 15 à 18 heures à la rentrée; cette récupération d'heures devrait aussi servir à créer une trentaine de postes de ZR).

Vote sur la partie 2nd Degré: Pour: 10 (l'administration), Contre: 8 (2 FSU absents).

Conclusions

Celle du Recteur (toujours issue de son dossier de presse):

Les économies réalisées par la rationalisation des postes budgétaires ne viendront pas toucher les éléments clés de la réussite scolaire. Au contraire l'État et à travers lui le rectorat, se sont engagés dans l'accroissement et l'apparition de nouvelles dotations financières en faveur de la réussite éducative.

Celle du Sgen-CFDT telle que nous l'avons écrite dans notre déclaration préalable:

Ainsi avec un raisonnement absurde, le gouvernement explique que puisque lorsque le budget augmentait, les résultats ne s'amélioraient pas, alors en diminuant le budget les choses vont s'améliorer. Devant un tel gâchis, le Sgen-CFDT ne peut que condamner et dénoncer ces décisions irresponsables qui préparent des années difficiles. Nous participerons à la journée du 22 janvier initiée par le collectif « une école, un pays, notre avenir » et nous soutiendrons toutes les initiatives des collègues qui se mobiliseront contre cette politique inconséquente.

2 articles du Courrier Picard présentant les arguments du Recteur:

- "[Les coupes claires continuent](#)",
- "[3 questions à Jean-Louis Mucchielli](#)"

Contre les suppressions de postes manifestons Samedi 22 janvier :

- Laon : 10h30 devant la préfecture,
- Amiens : 14h30 place Gambetta,
- Paris : rassemblement 14h30 Luxembourg et manifestation en direction du ministère de l'Éducation Nationale.